

## Le recteur sollicite un nouveau mandat

### La consultation va s'ouvrir

"Si je parlais actuellement, j'aurais l'impression d'abandonner le bateau. De l'abandonner au moment où il connaît de sérieux soubresauts." M. Claude Pichette, recteur de l'UQAM, sollicite donc un nouveau mandat. "La direction et moi pensons qu'il faut continuer le travail accompli depuis un peu plus de quatre ans, dans les relations de travail, dans le fonctionnement des instances d'enseignement et de recherche, au niveau de l'administration. Pas mal de choses se sont tassées. Il y a eu du progrès quant à la stabilité de l'institution, quant à son image aussi et à sa crédibilité.

"J'ai l'intention de régler de manière satisfaisante l'ensemble du problème financier de l'UQAM. A condition, bien sûr, que dans l'Université, on soit d'accord. Que l'on continue de me faire confiance".

Même si le mandat du recteur ne se termine que le 18 octobre prochain, la nouvelle n'est pas prématurée, puisque

les règlements prévoient "qu'avant le 200e jour précédant la fin d'un mandat... un comité de sélection est constitué... en vue de présider au choix du recteur". Le conseil d'administration a déjà nommé, lors de sa réunion du 26 janvier, les deux représentants de l'UQAM au comité. Il s'agit de M. Benoît Lauzière, président du CA, et de M. Gérard

(la suite en page 2)



M. Claude Pichette



M. François Carreau, doyen adjoint des études avancées et de la recherche.

### Evaluation des programmes

## Un cadre théorique à l'essai

Avec les moyens du bord, l'UQAM s'apprête à mettre à l'essai, sur une base volontaire, un cadre théorique d'évaluation des programmes. L'expérimentation durera un an. Elle a été confiée par la commission des études aux sous-commissions à la programmation, lesquelles devront s'inspirer des principes suivants:

- l'institution vise à implanter un processus périodique et continu d'évaluation de tous ses programmes à partir d'un nombre restreint d'indicateurs vitaux (résultats scolaires des étudiants, taille des groupes-cours, nombre d'abandons et de diplômés par programme, leur sort sur le marché du travail, etc.); cela suppose la mise au point d'un minimum d'instruments standardisés;

- l'évaluation respectera la réglementation en vigueur et l'actuel partage des pouvoirs entre les instances concernées (conseils de module, comités de programmes, etc.);

- le processus prévu se déroulera en trois temps: le premier permettant d'identifier les programmes en santé et ceux en difficulté; le second constituant une évaluation

plus poussée d'un ou plusieurs aspects de ces derniers, si elle est jugée nécessaire; le troisième, baptisé du nom de métaévaluation, est un retour sur les deux premières opérations, sorte d'évaluation critique du processus lui-même.

L'ensemble devrait permettre d'apporter les correctifs appropriés et d'atteindre les

(la suite en page 2)

### —Sociologie économique et politique—

## Un doctorat axé sur le Québec et le Canada

Entre l'établissement d'un programme de maîtrise en sociologie et l'ouverture du doctorat en septembre dernier, dix ans se seront écoulés. Le temps d'asseoir confortablement le baccalauréat, de consolider le programme de deuxième cycle et d'en décerner la diplomation à plus de 65 étudiants, de raffermir les orientations de recherche d'une jeune équipe départementale.

S'ajoutant aux cinq autres

programmes de 3e cycle en vigueur actuellement à l'UQAM (en psycho, science po, sémiologie, histoire et administration), celui du département de sociologie était plus que bienvenu. Le fait d'y accueillir cette année sept étudiants a déjà produit d'heureux effets, tel que le commente la responsable des études avancées, Mme Marion Léopold: "Cela a déjà changé la dynamique du département: plus grande motivation des

## L'affaire des 383 postes

Le conseil d'administration a décidé de reporter à une réunion spéciale, lundi, premier février, la discussion sur l'ouverture des postes, suite à la sentence arbitrale rendue par le juge Guy E. Dulude, le 5 janvier dernier. L'ordonnance faite à l'UQAM d'ouvrir 383 nouveaux postes de professeurs est lourde d'implication

financière. La direction de l'UQAM, autant que le syndicat des professeurs (SPUQ), et le ministère de l'Éducation, sont en cause dans ce dossier.

La direction doit faire part, lundi, des rencontres qu'elle a eues avec le sous-ministre de l'Éducation, de même que des entretiens plus ou moins informels avec le syndicat.



Mme Marion Léopold

professeurs, ouverture de nouvelles voies de recherche, montée en flèche des demandes de subventions afin d'as-

surer l'intégration des étudiants à des équipes de recherche, moyennant une

(la suite en page 2)


 818 Est,  
Ste-Catherine  
843-3975

 et  
on nous  
reconnaitra


BONI-CAMPUS

282-7042

 818 Est,  
Ste-Catherine  
843-3975


## 80 professeurs de carrière en congé de perfectionnement ou sabbatique

Qui, dans le corps professoral, est admissible à un congé de perfectionnement de longue durée (six mois ou un an) avec 80% au moins de son salaire? Jusqu'ici, tout le monde croyait que la convention collective des professeurs (SPUQ) était claire sur ce sujet. Mais un professeur substitut —non régulier—\* a remis cette clarté en cause en demandant un congé de perfectionnement avec l'accord de son assemblée départementale; la demande soumise au décanat de la gestion des ressources, a été rejetée: "Le régime de perfectionnement s'adresse en exclusivité aux salariés réguliers(...)".

Chargée de revoir la liste des candidats au congé sabbatique ou de perfectionnement, la commission des études a été saisie du cas. Un de ses membres, qui est professeur, a voulu qu'on examine les articles de la convention concernant les critères d'éligibilité

à ces congés. Effectivement, à ce chapitre, la convention ne parle que de **salarié** sans spécifier s'il est régulier ou non. Quelqu'un a alors invoqué la Politique institutionnelle de perfectionnement et de congé sabbatique qui, elle, précise que les "professeurs réguliers" sont éligibles à un congé de perfectionnement.

Le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, M. Claude Corbo a, pour sa part, souligné: "Qu'il est normal que l'UQAM réserve à ceux qui font carrière à l'Université, qui sont des salariés réguliers, les congés de perfectionnement. Et qu'il faut regarder cette question, non en termes juridiques seulement, mais en termes de politique institutionnelle et en tenant compte de la pratique".

Le danger de créer un précédent a ensuite été soulevé... et on a clos le débat.

Pour un candidat malchanceux, beaucoup d'autres ont

vu leur demande de congé de perfectionnement ou sabbatique reçue favorablement par la commission des études, et par le conseil d'administration. Pour l'année 1982-83, quatre-vingt professeurs profiteront d'un congé (18 au perfectionnement et 62 au sabbatique). Ce qui correspond, grosso modo, au 12% du nombre de postes occupés (clause 14.05 de la convention collective).

H.S.

\*Un professeur substitut est embauché par l'Université sur demande expresse de l'assemblée départementale pour une période allant d'une session à un an (maximum) ...pour remplacer un salarié en congé ou pour combler temporairement un poste vacant ...bénéficie des droits de la convention collective à l'exclusion des mécanismes d'acquisition de la permanence et des droits relatifs à la sécurité d'emploi.

## Evaluation...

[suite de la page 1]

objectifs visés par une telle politique: l'amélioration des programmes d'études et leur nécessaire adaptation aux développements sociaux, économiques et scientifiques de la société. Voilà pour la théorie.

En pratique, explique M. François Carreau, doyen-adjoint aux études avancées et à la recherche, les sous-commissions doivent arrêter une procédure en tenant compte des ressources disponibles: choisir, parmi les douze indicateurs prévus à la première étape, ceux pour lesquels le Bureau de recherche institutionnelle aura développé des instruments "automatiques", à partir du traitement informatisé des dossiers; considérer les disponibilités du service de l'informatique; trouver, parmi les programmes des trois cycles, un nombre suffisant de "volontaires" pour constituer une base valable de comparaison. Et s'il n'y avait pas de volontaires? "Le problème se-

rait soumis à la commission des études", répond M. Carreau.

A son avis, il faudra certainement convaincre les gens que l'opération n'implique aucun surplus de travail et à cette fin, la simplifier au maximum. S'attend-il à des résistances? "Lorsqu'on parle d'évaluation, une certaine résistance est toujours prévisible: indirectement, le jugement qui est porté concerne la qualité du travail que font des personnes. Sans compter la méfiance traditionnelle des universitaires face aux administrateurs que l'on soupçonne de centralisme et qui, de surcroît, leur demandent de rendre des comptes".

Or à l'heure actuelle, ajoute-t-il, c'est la société toute entière qui demande des comptes: autant s'y préparer. "Une université déjà rodée à l'évaluation des programmes, lit-on dans le projet de politique, sera en mesure de mieux défendre sa programmation, s'étant assurée de l'opportunité et de la qualité de chacun de ces programmes".

Fait à souligner, seule la compilation des données sera automatisée, permettant de voir comment se comporte un programme par rapport aux indicateurs (et par conséquent, par rapport aux autres programmes). La partie importante de l'évaluation —le jugement sur sa qualité— sera portée par des personnes, via les instances habituelles. En outre, aucune procédure ne sera mise en branle sans avoir fait l'objet d'une consultation en bonne et due forme auprès des principaux intéressés.

C.G.

## Le recteur sollicite. [suite de la page 1]

Lucas, vice-doyen de la famille formation des maîtres, délégué au CA. Ils siégeront avec deux membres nommés par l'Assemblée des gouverneurs de l'UQ. Le président de l'Université du Québec, M. Gilles Boulet préside le comité et le secrétaire général de l'UQ agit comme secrétaire.

Le prochain pas à franchir est l'établissement d'une liste de consultation interne. Celle-ci est, en gros, composée des cadres, des personnes chargées de direction d'enseignement et de recherche et des

professeurs, ainsi que des membres de la commission des études et du conseil d'administration de l'UQAM.

Cette consultation a lieu par bulletin secret dans lequel on indique par "oui" ou "non" si l'on favorise le renouvellement du mandat du recteur.

Toutefois, on se souviendra que l'Assemblée des Gouverneurs, tout en tenant compte des consultations et des travaux du comité de sélection, n'est pas liée par leurs recommandations.

H.S.

## Un doctorat axé...

[suite de la page 1]

sorte de revenu minimum".

Dans la suite logique du programme de maîtrise, celui de doctorat est centré sur la sociologie économique et la sociologie politique par rapport au Québec et au Canada: son approche est interdisciplinaire, critique et pluraliste s'inspirant principalement des analyses marxistes, des thèses de l'école de Frankfurt, de la sociologie radicale américaine. En fonction de l'objet Québec-Canada, cette orientation est unique, précise Mme Léopold, dans les universités francophones québécoises et ne recoupe en rien les autres programmes de 3e cycle à McGill, à Laval et à l'U. de M.

Loin d'être un vœu pieux, l'interdisciplinarité semble tout à fait réelle. "La tendance n'est pas nouvelle: les professeurs du département, issus de diverses disciplines telles que l'économie, l'histoire, la philosophie et bien sûr la socio, sont rompus au décloisonnement. Nos programmes ont ceci de spécifique: ils ont toujours envisagé un objet sociologique sous de multi-

ples éclairages".

Les étudiants inscrits, dont quatre sont frais émoulus de la maîtrise de l'UQAM, doivent suivre un séminaire annuel sur la recherche, choisir un atelier en sociologie économique ou en sociologie politique et compléter leur scolarité avec un cours d'une autre concentration, à l'UQAM ou à l'extérieur. A la fin de cette première année, ils auront à subir un examen de synthèse: au début de la deuxième, déposer leur projet de thèse et consacrer les années suivantes à sa réalisation.

Il serait prématuré de dire dans quelles voies de recherche les étudiants s'engageront avec les professeurs concernés. "Pour l'instant, note Marion Léopold, nous en sommes au rodage du programme, de son équilibre interne, et à la planification des ressources départementales." La responsable ne serait pas étonnée d'avoir à étudier plus de demandes d'admission l'automne prochain, compte tenu que l'ouverture du programme s'est effectuée cette année à la

toute dernière minute, sans que le département n'ait eu le temps d'en faire la publicité.

D.N.

## l'uqam

**Editeur**  
Le service de l'information et des relations publiques  
Université du Québec à Montréal  
Case postale 8888, Succursale "A"  
Montréal, Qué., H3C 3P8

**Section information-Publications**  
responsable: Pierre Gélinas.

**Rédaction:** Claude Asselin, Claire Gauthier, Pierre Gélinas, Denise Neveu, Hélène Sabourin.  
Tél.: 282-6179.

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

**Publicité:** Micheline Chartier  
Tél.: 282-6179

**Photographie:** Service d'audiovisuel.

**Lettres à l'uqam**  
Les lettres à l'uqam doivent avoir au maximum 30 lignes dactylographiées, parvenir au journal le mardi, à midi, précédant la date de publication, et porter la signature de leur auteur.

**Dépôt légal**  
Bibliothèque nationale du Québec.  
La reproduction des articles, avec mention obligatoire, est autorisée sans préavis.

clinique dentaire les atriums  
870 est. de maisonneuve.  
c.p. 123. montréal. h2l ly6  
842-9557

*jacques cournoyer, dentiste*  
*paul lacoste, dentiste*

## Yves Papillon, avocat

Suite 201  
315 est, boulevard Dorchester  
Montréal

Tél.: 844-8804



## PRIX YVETTE ROUSSEAU

Forum de la pensée féminine  
CONCOURS 1981 - 1982

La date limite pour la remise des travaux soumis au concours 1981-82 du Prix Yvette-Rousseau est reportée au 10 mars 1982.

Pour tout renseignement supplémentaire:  
au téléphone (514) 283-2161

Prix Yvette-Rousseau, 666 ouest, rue Sherbrooke, bureau 205, Montréal H3A 1E7.

Le Prix Yvette-Rousseau a été créé dans le but de "sensibiliser les femmes au devoir qu'elles ont, elles aussi, de repenser le monde, d'essayer de changer la vie..."

## Une recherche sur le plein emploi

# Le chômeur volontaire, un mythe?

Dans une société habituée depuis longtemps à battre ses propres taux de chômage, le mythe du chômeur volontaire, ravi d'être payé à ne rien faire, est tenace: Sont-ils si nombreux les Québécois qui rêvent aux grandes vacances? Sondage: 61.5% n'aimeraient pas pouvoir vivre sans travailler; plus de 60% estiment que les personnes aptes à occuper un emploi devraient y être contraintes; 76.2% jugent insuffisante l'action du gouvernement fédéral dans ce dossier (contre 66.6% au provincial). Pourquoi veulent-ils travailler? 3.1% pour un salaire élevé, 35.3% pour un emploi stable et 61.5% pour un travail intéressant. Conclusion: le travail n'est pas une valeur en perdition au Québec. Selon Diane Bellemare, professeure responsable de la maîtrise au

département des sciences économiques, ce fait ressort clairement d'une enquête menée auprès de 2000 personnes, via le Centre de sondage de l'U. de M.

C'est une pièce au dossier imposant qu'elle prépare pour clore la première étape d'une recherche intitulée "Une politique sociale de plein emploi: pourquoi?" L'étude, en cours depuis l'hiver 80, se fait en collaboration avec Lise Poulain-Simon de l'Institut de recherche appliquée sur le travail, dans le cadre du Protocole UQAM-CSN-FTQ. Elle fera l'objet d'une publication au printemps. Une subvention de quelque 50.000\$ du ministère des Affaires sociales leur a permis de s'associer huit collaborateurs, la plupart étudiants à l'Université. La deu-

xième étape du travail débutera à l'été, traitant du "comment" d'une telle politique.

La recherche vise à outiller le milieu syndical en vue d'une mobilisation non seulement de ses membres, mais de toute la population, autour d'un objectif politique et économique de plein emploi. A l'heure où la lutte contre l'inflation monopolise les énergies gouvernementales, explique Diane Bellemare, la société en paye le prix en terme de chômage. Un prix exorbitant, à son avis, les coûts sociaux et économiques de ce fléau étant largement sous-estimés, parfois difficilement quantifiables: il accentue les inégalités sociales, accroît la pauvreté, augmente les déficits gouvernementaux et les poussées inflationnistes, crée des tensions politiques, agit sur la santé physique et mentale des travailleurs, sur les taux de criminalité, de natalité, de suicide... Si les programmes de sécurité du revenu sont importants, ajoute-t-elle, nulle prestation ne saurait combler la perte d'un emploi. "Le chômage étant un problème aussi important que l'inflation, et la lutte contre le second ne saurait se faire au détriment du premier: il faut forcer les gouvernements à mener les deux batailles de front".

Existe-t-il un véhicule politique pour mettre de l'avant une telle revendication? Pour répondre à cette question, une vingtaine d'entrevues semi-directives ont été faites auprès de représentants syndicaux, patronaux et gouvernementaux. Tous ont été invités à se prononcer sur le problème du chômage, les politiques utilisées pour le contrer, le plein emploi, leur perception du chômeur, les solutions qu'ils préconisent. Presqu'à l'unanimité, ils ont fait part de leur pessimisme à réaliser un objectif de plein emploi dans les structures politiques actuelles et constaté l'inefficacité des "remèdes" traditionnels. Mais ils ont exprimé de profonds désaccords quant aux causes du phénomène et par conséquent, quant aux solutions à y apporter: un front commun patronal-syndical sur cette question n'est pas pour demain.

Le plein emploi, conclut Diane Bellemare, n'est pas juste une question de quantité d'emplois disponibles: c'est un moyen de se réaliser collectivement et individuellement. Notamment, par l'amélioration de la qualité du travail. "Ce qu'il faut, c'est donner à tous la possibilité d'exercer ce choix fondamental: celui de travailler ou non. A l'heure actuelle, les Québécois n'ont pas le choix".

C.G.



Mme Diane Bellemare



MM. Pierre Comtois et Gaétan Saint-Pierre: "Souplesse, mobilité, qualité".

## Les sciences de la gestion favorisent le bacc. par cumul de certificats

Si tous les chemins mènent à Rome, la voie pédagogique du bacc. par cumul de trois certificats, relativement peu achalandée jusqu'à présent, connaîtra-t-elle un jour ses heures de pointe?

De l'avis de deux directeurs de modules des sciences de la gestion, modules où il y a beaucoup de monde sur la route, —près de 1 700 étudiants(es) aux certificats en administration (M. Pierre Comtois) et 650 aux certificats en gestion des ressources humaines (M. Gaétan Saint-Pierre), le régime du bacc. par cumul de certificats présente de nombreux avantages. Il est plus souple, plus flexible, plus malléable que le bacc. disciplinaire. Il permet par exemple, de faire deux certificats en sciences comptables et un en gestion du personnel et relations de travail. Il s'adapte plus facilement aux besoins de l'étudiant(e), il lui permet de préciser son profil. Il est plus "monnayable" auprès des employeurs, sa reconnaissance sociale se fait plus aisément. En termes de spécialisation, le

régime de cumul exclut les cours libres. Mais il a l'avantage de favoriser la mobilité: "Les gens pensent qu'à la base le certificat est un sous-produit de bacc. Pourtant, le cumul de certificats, c'est une façon aussi honorable et non moins disciplinaire d'obtenir un bacc. structuré. Dans la voie du certificat, l'étudiant(e) s'adapte beaucoup mieux à son statut professionnel, compte tenu qu'il(elle) est à temps partiel et vient du marché du travail, le plus souvent; ou encore, à son plan de carrière. Et la qualité n'y perd pas", soulignent MM. Comtois et Saint-Pierre.

La concertation intermodulaire est un autre moyen de préciser les orientations et de répondre aux aspirations des étudiants(es). C'est ainsi qu'on favorise dans quelque 600 groupes-cours les échanges entre les temps plein et les temps partiel, ceux-ci faisant bénéficier les autres de leur expérience du marché du travail; et également entre gens de disciplines diverses.

C.A.



Mesdames Lorraine Prieur-Deschamps, professeure, et Gisèle Guimont, agente d'administration, organisatrices de la fête-concert, ainsi que Lise Daoust, professeure de flûte et une des interprètes de la soirée.

## Le 18 février, un hommage à la musique québécoise

Dans le cadre des fêtes-concerts organisées par le regroupement de musique de l'UQAM, le programme du 8 février sera un hommage à la musique québécoise. Il comprendra des oeuvres de compositeurs contemporains qui d'ailleurs seront sur place. On entendra "Nocturne pour clarinette et piano, opus 26 (1977)" de Jacques Hétu, directeur du regroupement de musique: les interprètes seront Nicholas Desjardins, à la clarinette, professeur au regroupement, et Jacques Drouin, au piano, étudiant. Egalement de Jacques Hétu, "Quatre pièces pour flûte et piano, opus 10 (1965)", avec Lise Gagnon, flûtiste et professeure, et Suzanne Blondin, pianiste invitée. Suivront "Les diableries pour violon avec accompagnement de piano —Le diable boiteux—le diable amoureux—le diable gigueux", de François Dompière: au violon, Elaine Marcell, étudiante, et au piano, Lorraine Prieur-

Deschamps, professeure. Enfin, le Quintette à vents du Québec, dont le corniste, Jean-Louis Gagnon est professeur au regroupement, jouera le "Quintette", opus 13 pour instruments à vents (1967) de Jacques Hétu. L'oeuvre est en quatre mouvements. Puis, suivra "Diversions" en quatre mouvements de Nick Ayoub.

Dans la tradition des fêtes-concerts, l'événement permet une symbiose musicale entre compositeurs, interprètes tant professeurs qu'étudiants, en procurant à ces derniers l'occasion de participer à un concert professionnel. La formule fait en outre connaître les professeurs(res) sous un autre jour que celui de l'enseignement. Le caractère amical de cette rencontre est encore souligné par la petite fête qui suit immédiatement le concert, où chacun apporte une bouteille de vin. A 20 heures, porte F-3445, au Palais du Commerce.

C.A.

# La COOP à tout l'monde où on peut demander n'importe quoi

Le Soleil a fait son entrée au J-M205 du pavillon Jasmin, il y sera suivi sous peu par Le Monde. Alignant fièrement sur des présentoirs fraîchement repeints les grands quotidiens francophones et anglophone, les revues de toute provenance, courantes et spécialisées, la nouvelle COOP de l'UQAM prend de jour en jour des airs de mini-librairie. L'ambiance est à la bonne humeur dans ce drôle de magasin où chaque article porte deux prix — pour les membres et les non-membres, où des étudiants, professeurs et employés de l'Université effectuent leurs premiers achats en ayant la vague impression de faire d'une pierre deux coups: une bonne affaire en même temps qu'une B.A.

Livres et articles de papeterie affichent des prix très avantageux, surtout pour les 4200 personnes qui ont déjà acheté leur part sociale (5\$). Et comme, par exemple, l'achat d'un seul Petit Robert permet d'acquitter deux fois cette somme, la campagne d'adhésion à l'Association coopérative de la collectivité de l'UQAM va bon train. "La COOP c'est à

tout le monde" rappelle son président Luc Rodrigue, manifestement satisfait de l'accueil que lui a réservé, à ce jour, sinon "tout le monde", du moins bon nombre des habitués du métro. (Stratégiquement installée dans le couloir qui y mène, la jeune coopérative a vivement ressenti les effets de la récente grève).

Sans repiquer un slogan trop connu, celle-ci invite néanmoins tout un chacun à lui demander n'importe quoi: toutes les commandes spéciales sont acceptées, des ouvrages scientifiques aux bandes dessinées, en passant par les "best-sellers" de la littérature générale. Il faut compter environ une semaine pour la

réception des livres francophones, trois à quatre pour les anglophones.

Pour tenir la comptabilité, s'occuper de la caisse de 8h30 à 21h30, placer les commandes, répondre au téléphone qui ne dérouille pas, aux clients qui tournent en rond, garnir les rayons après la

fermeture et gérer tout ça, les sept employés plein temps et la poignée de bénévoles de la COOP ont fort à faire: ils cherchent du renfort et sont ouverts à toutes les suggestions. A formuler sur une base informelle, ou en bonne et due forme à l'assemblée générale de ses membres, le 19 février. C.G.

## L'écologie à l'UQAM: un mouvement difficile à amorcer

Deuxième tentative en deux ans en vue de mettre sur pied un mouvement écologique à l'UQAM. Scott McKay, inscrit au certificat en environnement, était de ceux qui l'an dernier avaient mis le projet dans l'air; cette année, il ne lâche pas prise, désireux toutefois de ne pas répéter les erreurs passées. "Nous manquons d'objectifs clairs, d'orientations définies, cette fois nous sommes plus structurés".

Deux réunions-midis convoquées à la mi-janvier ont attiré une vingtaine d'étudiants des modules de biologie, de sciences de la Terre, d'administration, de science po, d'économie. C'est peu de monde, mais le rapprochement des sciences

humaines, des sciences de la gestion et des sciences pures est un signe encourageant: "Les gens de sciences sont en général peu sensibles au caractère politique des revendications écologiques", remarque M. McKay; ceux de sciences humaines manquent souvent d'ouverture à ces questions. Le mariage des deux intérêts est nécessaire".

Quel est donc ce projet de base qui sera prochainement soumis à la discussion? Selon l'étudiant, le mouvement en gestation viserait trois buts: "Utiliser les ressources humaines de l'UQAM (travaux d'étu-

dants, recherches de professeurs) afin de prendre position sur des dossiers chauds, tel que l'énergie, le logement, les pluies acides, les déchets toxiques et diffuser l'information. En deuxième lieu, intervenir concrètement afin de rendre l'UQAM conforme à l'idéologie écologiste: politique de récupération systématique du papier, du verre; économie d'énergie; saine alimentation, etc. Enfin, favoriser l'implantation écologiste des étudiants, employés de soutien et professeurs de l'UQAM dans les milieux populaires et groupes de citoyens qui en ont besoin".

Pour chacun des objectifs, les militants devront choisir un certain nombre de projets concrets, ponctuels, à mener à terme au cours de la session ou l'an prochain. Afin d'assurer un minimum de consensus et de cohérence dans l'action, des sessions de formation seront offertes aux adhérents.

Le mouvement sera lancé en bonne et due forme à la prochaine assemblée générale du 8 février dont le bulletin quotidien annoncera l'heure et le lieu. D'ici là, on peut rejoindre les responsables par le truchement de l'AGEUQAM. D.N.

### Selon l'équipe Pétant de santé

## L'alimentation à l'UQAM laisse à désirer

L'invitation lancée à la première session par l'équipe Pétant de santé du CLSC Centre-ville à la communauté uqamienne pour qu'elle prenne en charge la qualité de vie du milieu, commence à porter fruit. Des étudiants de divers modules ainsi que les représentants du SEUQAM et du SPUQ ont identifié la semaine dernière ce qu'ils croient être des priorités d'action. En tête de liste: l'alimentation à l'UQAM.

La qualité des menus, le choix des aliments, l'aménagement des cafétérias des pavillons Jasmin et Aquin d'abord; la fraîcheur douteuse des aliments dans les machines distributrices du Read, leur choix limité; l'absence complète de services alimentaires, même mécanisés, au pavillon Phillips. "Ce ne sont pas des "Granolas" qui ont soulevé la question, remarque Hélène Cantin, nutritionniste et membre de l'équipe du CLSC. Mais des gens ordinaires qui mangent d'une façon ordinaire chez eux, et qui aimeraient retrouver à l'UQAM une alimentation au moins aussi saine".

Plusieurs autres problèmes ont été relevés: aménagement physique et insalubrité de certains locaux: malpropreté des toilettes; absence de nettoyage et de poubelles parfois; difficultés d'aération ou système déficient; manque

d'aires de repos et de relaxation; sécurité plus ou moins assurée contre les vols et les assauts; instabilité de la température intérieure au Read (on grelotte ou on crève de chaleur); bruit excessif de certains ventilateurs; conséquences désastreuses de l'éclairage généralisé au néon, etc.

Les participants ont également souhaité la tenue de rencontres d'information sur les problèmes les plus fréquemment rencontrés: bouffe, relaxation, sexualité, etc. Tous ceux qui auraient le goût de se joindre aux intéressés de

la première heure sont convoqués ce mercredi 3 février à 12 heures, (voir le bulletin quotidien pour le lieu).

"Nous y choisirons, précise Mme Cantin, le rythme des rencontres, le mode de fonctionnement, les gestes concrets à poser. Plus il y aura de monde, moins chacun aura de lourdes tâches, plus les actions seront nombreuses. Nous ne cherchons ni des changements révolutionnaires ni la confrontation. Que des améliorations ponctuelles qui rejailliront sur l'ensemble de la population de l'UQAM". D.N.

## OFFRE D'EMPLOI

**CABLESPEC**, une entreprise de cablodistribution qui programme les réseaux Intervision Montréal et Intervision Québec (500 000 foyers d'abonnés), recherche des candidats(es) pour assurer la responsabilité de la programmation et de la gestion du canal TÉLÉREPORTAGE dédié aux affaires publiques.

### Exigences:

- Expérience minimum de 5 ans en journalisme;
- Expérience pertinente en production de télévision;
- Capacité de fonctionnement à l'intérieur de budgets et d'échéanciers serrés.

**Salaire:** selon les qualifications

Faire parvenir votre curriculum à:

**CABLESPEC**  
7077 est, rue Beaubien  
Montréal H1M 2Y2

*galerie  
uqam*

La Galerie UQAM a l'honneur de vous inviter à l'inauguration des expositions

### RENÉ MAGRITTE la fidélité des images

Le cinématographe et la photographie, en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale et de la culture de Belgique et le service international des Musées nationaux du Canada.

### Architectures en Allemagne 1900-1933

En collaboration avec le Centre de création industrielle du Centre Georges-Pompidou et le Goethe Institut de Montréal.

Le mercredi, 3 février 1982  
de 17 h à 19 h

**Université  
du Québec  
à Montréal**

Ces expositions se poursuivront jusqu'au 20 février, du mercredi au dimanche, de midi à 18 heures.

Pavillon Judith-Jasmin  
Local J-R160  
1400, rue Berri  
Montréal, Québec.